

PAKISTAN : Pervez Musharraf, « *desperate* » général ? (1/2)

2007, une année (terriblement) tendue : à la différence de la « revenante » Benazir Bhutto, de retour en octobre au pays après 8 ans d'exil, Pervez Musharraf ne devrait pas conserver les souvenirs les plus doux de cette bouillonnante année 2007. Une année qui l'aura vu tout à la fois — et l'on saluerait presque la performance ...- plonger dans les abysses de l'impopularité, affronter une opposition politique et une société civile revigorée, s'élever contre la toute puissante présidence une instance (Cour Suprême) jusqu'alors automatiquement inféodée au pouvoir, s'enhardir jusque dans le centre de la capitale Islamabad les fondamentalistes islamistes (épisode de l'assaut de la Mosquée Rouge, en juillet) et leurs soutiens radicaux (Al Qaeda ; taliban ; groupes terroristes), se dégrader la situation sécuritaire dans les zones tribales (Waziristan) et les talibans regagner du terrain en Afghanistan. Voilà pour le premier chapitre d'un bilan d'une densité déjà considérable, que l'on souhaiterait à bien peu de nations. Le second chapitre clôturant l'exercice 2007 ne remet hélas guère en cause ce passif.

Les urgences ou l'état d'urgence ? En décrétant début novembre — après moult hésitations les mois précédents — l'état d'urgence dans l'ensemble du pays (aux motifs de la menace islamiste sur la sécurité nationale et des ingérences déstabilisantes de la Cour Suprême), l'encore général-président ajoutait une nouvelle ligne particulièrement discutable, largement dénoncée au Pakistan et, de Bruxelles à Washington, tout aussi unanimement condamnée à l'étranger.

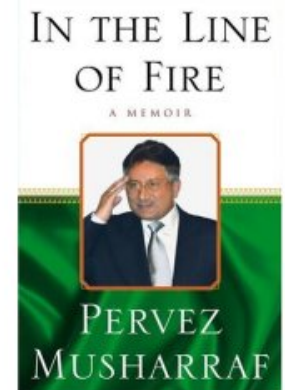
Le droit du fort. Il est vrai que les augures ne lui étaient alors guère favorables, la Cour Suprême et son héraut, le juge Iftikhar Chaudhry, s'appêtant selon toutes vraisemblances à invalider sa réélection au poste de Président, début octobre, lors d'un scrutin présidentiel (suffrage indirect) confinant plus à la farce (réélection par un collège électoral acquis) qu'à la volonté de « reconstruction nationale », pourtant chère au discours de l'ancien commando ces derniers mois. L'imposition de l'état d'urgence lui évita le camouflet d'une invalidation de ce scrutin et lui offrit l'opportunité de se débarrasser de cette institution soudainement indépendante, intrépide au point de contester l'habituelle omnipotence de la présidence et, plus généralement, des hommes en treillis et galons. Le remplacement des juges récalcitrants lui permit d'éloigner le spectre d'une réélection non-conforme, la cour Suprême se prononçant lundi 19 puis le 22 novembre en faveur du « bon droit » du général-président de se succéder à lui-même... tout en conservant ses habits et attributions militaires, en sa qualité de chef des armées (Chief of Army Staff), détenteur ultime du pouvoir et de l'autorité dans ce pays familier des coups d'Etat militaires.

Promesses et réalités. D'après une (des nombreuses) promesse faite tantôt par Musharraf lui-même, cette validation aussi peu surprenante qu'est attendu, par l'opposition et la société civile, le scrutin législatif de janvier prochain (législatives), ouvre le principe d'un abandon prochain — dès ce week-end ? — de ses attributions militaires. Une décision de nature à lui redonner un peu de crédit domestique et extérieur... mais non à le muer, aux yeux de l'opposition politique, en un interlocuteur digne de foi et ouvert aux compromis équitables.

Pourtant, dans le même temps, alors que — fait sans précédent au Pakistan — le Parlement et le 1er ministre Shaukat Aziz achevaient leurs mandats de cinq ans, le président fraîchement confirmé dans ses fonctions annonçait la tenue des élections législatives (les dernières « vraies » élections libres ont eu lieu en 1997) le 8 janvier prochain... mais se gardait bien de lever l'état d'urgence. Un choix en disant long sur la volonté des militaires — de leur *primus inter pares* notamment — de voir la démocratie reprendre droit de citer dans cette République de 161 millions d'individus.



Des mémoires au libellé fort à propos... (publiées en 2006)



Le « pays des purs » en quelques repères.

République Islamique du PAKISTAN	
Capitale	Islamabad
Superficie	803 000 km ²
Population	161 millions
Régime	République fédérale
Religion	islam (97%)
PIB	130 milliards \$
PIB / capita	790 \$
Croissance 2006	+ 6,5 %
Pauvreté	1/4 pop. sous le seuil de pauvreté
armée	800 000 hommes
cap. balistiques	avérées
cap. nucléaires	avérées

Une opposition ragaille. Une formule qui n'est pas du goût de la population et des principaux acteurs politiques, fédérés (pour l'heure) autour de la flamboyante Benazir Bhutto, Présidente du Pakistan People Party et désignée leader de l'opposition, jusque par ses rivaux, dont l'ancien 1er ministre Sharif, pour sa part (et contre son gré) à nouveau en exil en terre saoudienne. En effet, les dispositions de cet état d'urgence, fut-ce en période électorale (les législatives auront lieu dans 7 semaines...), interdisent tout rassemblement politique, meeting ou manifestation, prohibent la critique par le verbe et l'écrit du pouvoir. Des menaces dont les avocats, les juges, les médias indépendants et les milliers d'opposants incarcérés ces dernières semaines ont pu jauger la réalité... En somme, des conditions on ne peut plus propices pour préparer le premier grand rendez-vous électoral depuis une décennie... Il est jusqu'à l'allié américain qui y trouve à redire : la Maison-Blanche via son locataire Georges W. Bush — lequel répète pourtant depuis l'automne 2001 qu'il considère Musharraf comme son « ami » —, le Département d'Etat via diverses interventions de madame C. Rice, émue par un panorama insolite où la constitution est suspendue, les opposants arrêtés, les juges et avocats rudoyés et les médias malmenés ; une matrice antinomique à l'organisation d'un scrutin « libre, honnête et équitable », selon la formule consacrée. Parce que le chapitrage de Washington tardait à impressionner Musharraf, l'administration américaine dépêcha en fin de semaine dernière John Negroponte, n°2 du Département d'Etat, en lui confiant le mission de « dire son fait » à l'irréductible ancien commando devenu chef d'Etat par la grâce d'un coup d'Etat.

Deal or not deal ? La venue à Islamabad de J. Negroponte donna l'occasion à Musharraf de mettre un terme à l'assignation à résidence de madame Bhutto, confinée depuis quelques jours dans une bâtisse cossue de Lahore. Pour sa sécurité, selon l'argumentaire gouvernemental... Une décision saluée mais insuffisante aux yeux du visiteur, qui rappela son souhait de voir « *l'état d'urgence levé et les détenus politiques libérés* ». Ce séjour éclair dans la capitale pakistanaise avait également pour objet de déterminer si une éventuelle cohabitation civilo-militaire après les élections de janvier, associant un Président (Musharraf) issu des rangs de l'armée, à une représentante emblématique de l'opposition (madame B. Bhutto), favorite des sondages et postulante n°1 à un nouveau mandat de 1er ministre (deux mandats entre 1988 et 1996), faisait encore du sens ou non. Une perspective désormais très incertaine tant les positions de madame Bhutto se sont éloignées d'un tel projet, au fil de déclarations incendiaires à l'endroit d'un « *dictateur* », « *entrave à la démocratie* », et autres mots doux accompagnant son souhait de « *continuer le combat contre le général Musharraf jusqu'à ce qu'il démissionne de ses deux fonctions de président et de chef des armées* ». Une évolution de nature à contrarier l'influent allié américain, principal scénariste extérieur de ce mélange des genres censé convaincre la population que le futur politique immédiat passe par un retour de la démocratie, certes, mais associée (encadrée préféreront certains...) à un représentant de la puissante caste militaire. En ces temps de lutte contre le terrorisme international d'inspiration islamiste et Al Qaeda, de crise se dégradant en Afghanistan et d'élections présidentielles à venir aux Etats-Unis (fin 2008), Washington comptait fermement, jusqu'à ces derniers temps, sur Musharraf, allié-partenaire qu'elle « pratique » depuis octobre 2001 (en échange tout de même de 10 milliards de dollars d'assistance...) et dont elle s'accommodait tant bien que mal.

D'un Pervez à un autre ? Or, si P. Musharraf joue avec un certain succès de la théorie du « moi ou le chaos islamiste et l'anarchie », son aura, passablement écornée, s'est davantage érodée depuis ce regrettable épisode de l'état d'urgence décrété sur des motivations discutables. Le fait que Negroponte, lors de son séjour à Islamabad ait rencontré à deux reprises l'actuel n°2 de l'armée (et futur n°1 lorsque Musharraf abandonnera ses fonctions militaires), l'austère général Pervez Kyani, nommé il y a quelques semaines par Musharraf sur la base de son allégeance présumée, est significatif à plus d'un titre. Le message de Washington est très clair et doit être pris au sérieux, en premier lieu par l'intéressé : général, vous n'êtes peut-être pas si indispensable que cela, après tout. Et puis, dans le cadre actuel de votre popularité des plus ténues, l'armée, dont une partie est notablement lasse de combattre dans les rétives zones tribales (et ailleurs depuis peu, dans la vallée de Swat, 160 km au nord de la capitale), vous soutiendra-t-elle encore longtemps, au risque de courroucer plus encore l'opinion et d'indisposer Washington, son principal bailleur de fonds et de matériels militaires ? L'opposition donnera-t-elle corps à sa menace de boycotter le scrutin de janvier, dont la légitimité — et par conséquent la votre — serait alors proche du néant ? Prenez garde, général ; à y regarder de près, votre assurance, votre intransigeance, pourraient à court terme se révéler de bien mauvais conseillers.

Olivier GUILLARD
Directeur de Recherches IRIS
Associé Crisis Consulting

Une pléiade d'acteurs
aux desseins divers



Benazir Bhutto
ancienne 1er. Ministre
leader de l'opposition
prochaine 1er Min. ?



Général Pervez Kyani
n°2 de l'armée
prochain n°1 ?
successeur de Musharraf ?



Nawaz Sharif
ancien 1er min.
leader du PML-N
opposant à Musharraf



Imran Khan
icône du sport national
homme politique
critique de Musharraf
brièvement arrêté